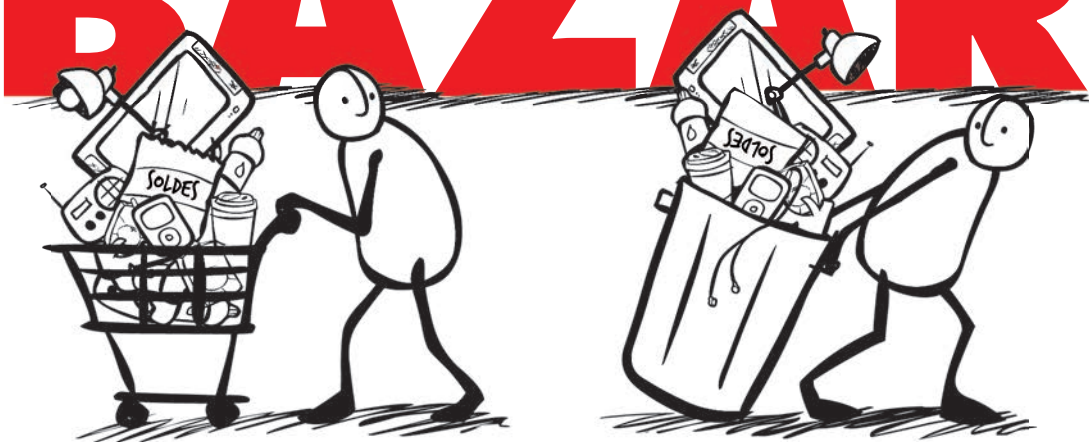


Annie Leonard

Auteur de la web-vidéo culte storyofstuff.com

LA PLANÈTE BAZAR



COMMENT LA SURCONSOMMATION
DÉTRUIT LA PLANÈTE ET CE QU'IL FAUT FAIRE
POUR S'EN SORTIR

Préface de
Nicolas Hulot

DUNOD

PRÉFACE

PENSER LE CHANGEMENT ET NON CHANGER LE PANSEMENT

À part une poignée de « marchands de doutes », plus personne ne conteste la gravité de la situation environnementale et écologique de la planète. Chacun sait que l'enjeu n'est ni plus ni moins que le sort de l'humanité. Et chaque seconde que nous cédon's un peu plus à l'immobilisme, scelle un peu plus notre responsabilité aux yeux de l'Histoire pour non-assistance à planète et humanité en danger. Nous n'avons que deux choix : ou laisser le temps nous dicter la mutation et l'avenir n'est désespérant que dans cette hypothèse ; ou conduire ensemble radicalement et progressivement cette société qui conjugue les enjeux écologiques, sociaux et économiques. Choisir ou subir, c'est ce que dit en d'autres termes le rapport Stern. Anticiper, c'est investir un point de PIB, s'adapter, ce serait au mieux 4 ou 5 points de PIB, si tant est que nous ne soyons pas pris de court.

Dans la perspective de cette mutation indispensable, je me réjouis tous les jours de voir le nombre et la pluralité d'initiatives alliant réflexions et prospectives pour penser le changement et non changer le pansement.

Annie Léonard a passé dix ans à enquêter sur les circuits économiques et a été sélectionnée par le *Time magazine* comme un des acteurs majeurs de l'environnement. Elle fait partie de ces pionniers qui invitent à changer de logiciel en décrivant pas à pas le cycle de vie des biens de consommation dans un monde globalisé.

C'est avec une grande maestria pédagogique qu'elle s'est fait connaître des internautes grâce à sa vidéo *Story of stuff*, déjà visionnée plus de 10 millions de fois et sous-titrée en 9 langues.

Avec cette production, je dirais par un jeu de mots qu'Annie « a mis le souk dans la planète bazar », en démontrant avec compétences et brio les limites de notre système.

Il n'y a pas de fatalisme à s'accommoder de la civilisation du gâchis. Dans une planète finie aux ressources limitées, nous voyons bien qu'il nous faut tendre vers un nouveau paradigme « mettant honnêtement, sincèrement l'humain et la nature au cœur de nos préoccupations ». Pour pouvoir partager, il faut économiser et le défi se résume à faire mieux avec moins.

Au-delà des clivages politiques et des écoles de pensée, cette « révolution culturelle » suppose une libération de la créativité et la contribution de chacun pour que l'avenir de notre Terre et de nos congénères devienne une priorité absolue. Parce qu'à la fois acteur et responsable, chacun de nous a un rôle majeur dans la construction de cette nouvelle société. Plus que jamais le génie humain ou simplement le bon sens est nécessaire et la mobilisation doit être immédiate. Personne ne doit s'exclure de l'enjeu car personne ne sera à l'abri des conséquences.

Aujourd'hui Annie Léonard transforme l'essai en ouvrage et sa lecture devrait convaincre ceux qui hésitent encore qu'il est possible d'agir autrement en dépassant les frontières de nos peurs et de nos blocages pour trouver des solutions nouvelles.

À chacun d'entre nous de poursuivre le travail de l'auteure et de contribuer à la mise en œuvre d'un nouveau paradigme.

Transformons cette espérance en actes et reprenons à notre compte cet adage d'Antoine de Saint-Exupéry : « Dans la vie, il n'y a pas de solutions, il y a des forces en marche. Créons ces forces et les solutions suivront. »

NICOLAS HULOT

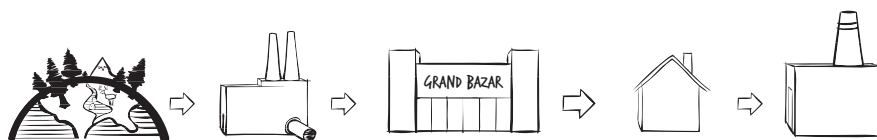
Président de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

www.fnh.org

TABLE DES MATIÈRES

Préface de Nicolas Hulot	1
Introduction	3
Un mot sur les mots	31
Chapitre 1 Extraire.....	39
Chapitre 2 Produire.....	95
Chapitre 3 Distribuer	167
Chapitre 4 Consommer	209
Chapitre 5 Jeter	251
Épilogue Écrire la nouvelle histoire	315
Annexe 1 Actions Individuelles Conseillées	333
Annexe 2 Exemple de Lettre à l'attention des fabricants et des revendeurs de PVC	339
Remerciements	343
Fabrication du livre	349
Index.....	351
À propos des auteurs.....	357

À propos des notes : toutes les notes sont disponibles sur le site web de l'éditeur (www.dunod.com) à la référence du livre.



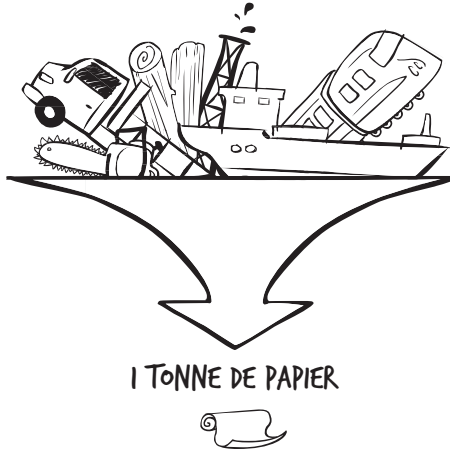
CHAPITRE 1

EXTRAIRE

Pour fabriquer un produit, il faut d'abord des ingrédients. Certains, bien sûr, n'existent pas à l'état naturel, notamment les composés synthétiques, et nous les évoquerons. Cependant, une grande partie se trouve sous la terre ou à sa surface. Il suffit, si l'on peut dire, de les recueillir ou de les extraire !

Lorsque nous commençons à examiner les ingrédients, nous découvrons rapidement que chacun d'eux, dont les plus essentiels, en nécessite bien d'autres, ne serait-ce que pour être extraits de terre, traités et préparés avant d'être utilisés. Prenons le cas du papier. Nous n'avons pas seulement besoin d'arbres, mais aussi de métaux pour fabriquer les scies à chaîne et les engins forestiers, de camions, de trains et même de bateaux pour acheminer les grumes jusqu'aux scieries, et de pétrole pour que toutes ces machines et les usines elles-mêmes fonctionnent. Nous avons besoin d'eau (de beaucoup d'eau) pour produire la pâte à papier. En outre, nous utilisons généralement un décolorant chimique (non !) ou du peroxyde d'hydrogène (mieux) pour obtenir la clarté de papier souhaitée. Globalement, la fabrication d'une tonne de papier requiert l'emploi de 98 tonnes de différentes ressources.¹ Croyez-moi lorsque je dis qu'il s'agit là d'un exemple plutôt simple ! C'est pour cette raison que nous devons observer l'économie matérielle dans sa totalité, sans oublier de regarder une carte du monde, pour avoir une image claire de l'origine de tous les ingrédients composant les produits qui rempliront les rayons des magasins.

98 TONNES DE MATÉRIEL



Il existe une multitude de façons de réfléchir aux diverses ressources qu'offre la Terre. Pour rester simple, nous ne nous baserons que sur trois catégories : les arbres, l'eau et les roches.

Les arbres

Comme je l'ai dit dans l'introduction, ayant grandi à Seattle, la cité émeraude d'un État (Washington) lui-même éminemment vert, j'aime les arbres. La moitié des terres de l'État de Washington sont couvertes de profondes forêts², que j'ai admirées chaque fois que l'occasion m'en a été donnée. Au cours de mon enfance, j'ai vu avec consternation un nombre croissant de forêts laisser place aux routes, aux centres commerciaux et aux maisons.

En grandissant, j'ai découvert qu'il y avait bien d'autres raisons que sentimentales de s'inquiéter du sort des arbres. Les arbres produisent de l'oxygène, indispensable – l'auriez-vous oublié ? – à notre respiration. Ce seul fait devrait être une motivation suffisante pour que nous n'y touchions pas. Véritables poumons de la planète, les forêts fonctionnent en permanence pour supprimer le dioxyde de carbone de l'air (processus appelé stockage de dioxyde de carbone) et nous apporter l'oxygène en retour. Aujourd'hui, les scientifiques qui s'intéressent au changement climatique inventent toutes sortes de modèles élaborés,



onéreux et artificiels, qui permettraient de stocker le carbone de l'atmosphère, dans l'espoir de le freiner. Si vous voulez mon avis, c'est un peu du temps perdu... Nous disposons déjà d'un système naturel qui non seulement retient le carbone, mais nous procure l'air même dont nous avons besoin pour respirer : les arbres. Et le service est gratuit ! Difficile de faire beaucoup mieux...

Ce n'est pas tout : les forêts offrent d'autres services vitaux. Elles recueillent et filtrent l'eau, préservant ainsi le cycle hydrologique global de la planète et atténuant les phénomènes d'inondation et de sécheresse. Elles assurent la bonne santé du sol en maintenant en place la couche végétale riche en nutriments. À quoi pensons-nous en détruisant ces alliés indéniables ?

Autre preuve que la destruction des forêts est une idée redoutable : un quart des médicaments proviennent de la forêt, et de la forêt tropicale en particulier³. Citons juste quelques exemples : le curare, anesthésique et décontractant musculaire, utilisé en chirurgie⁴, ou l'ipéca et la quinine, employés respectivement pour traiter la dysenterie⁵ et la malaria⁶. Il n'y a pas longtemps, les chimistes occidentaux se sont intéressés à une plante qui pousse dans les forêts tropicales de Madagascar, la pervenche rose, après avoir appris que les guérisseurs de l'île s'en servaient pour soigner le diabète. En vertu de ses propriétés anticancérigènes, cette plante entre dans la composition de médicaments tels que la vincristine et la vinblastine. Le premier est utilisé comme traitement de la maladie

de Hodgkin et le second s'est révélé d'une extraordinaire efficacité pour soigner la leucémie de l'enfant – aujourd'hui, les chances de survie sont de l'ordre de 95 %, contre 10 % avant la découverte de la plante⁷.

(Malheureusement, bien que les ventes des deux médicaments représentent chaque année des centaines de millions de dollars, les habitants de Madagascar, l'un des pays les plus pauvres au monde⁸, n'en voient pas la couleur ! Problème pour le moins récurrent...)

S'il est déjà absurde de raser une forêt où que ce soit sur la planète, ce l'est encore plus dans le cas des forêts tropicales, car elles recèlent une biodiversité d'une richesse incroyable. En règle générale, plus les forêts sont proches de l'équateur, plus grande est la variété d'arbres et autres espèces qu'elles abritent. Une parcelle de forêt d'une douzaine d'hectares à Bornéo, par exemple, peut contenir plus de sept cents espèces d'arbres, soit l'équivalent du nombre total d'espèces d'arbres dans toute l'Amérique du Nord⁹.

Et les plantes et les autres formes de vie que nous avons découvertes jusqu'à présent ne sont qu'un début : la plupart des scientifiques estiment que seulement 1 % des espèces de la forêt tropicale (et de cette seule forêt) ont été identifiées et étudiées pour leurs propriétés bienfaitrices¹⁰.

Si la perte n'était pas aussi tragique, il serait pour le moins ironique que ces réserves de substances chimiques d'une valeur inestimable soient détruites au nom du progrès et du développement. Il me semble qu'une stratégie de développement beaucoup plus sage serait de protéger ces forêts à même de nous guérir (ainsi que de fournir l'air que nous respirons, de réguler les eaux et de modérer le climat).

Enfant, j'aimais camper dans la forêt et n'avais jamais entendu parler de stockage du carbone, de cycles de l'eau ou de produits pharmaceutiques dérivés de plantes. De fait, la raison essentielle pour laquelle j'aimais les forêts était qu'elles constituaient l'habitat de nombreux animaux. Près des deux tiers des espèces sur Terre¹¹ vivent dans les forêts – depuis les koalas jusqu'aux perroquets, en passant par les singes, les léopards, les papillons et les lézards (et j'en passe !). La disparition de cet habitat, notamment dans les régions d'une riche biodiversité comme le sont les forêts tropicales, conduit à celle de centaines d'espèces par jour¹². Une centaine d'espèces par jour ? Pour vous faire une idée, pensez à tous les chiens que vous ayez jamais vu ; à travers le monde, ils composent moins de dix espèces (genre *Canis*)¹³. Et il n'existe qu'une

seule espèce humaine ! La perte de cent espèces par jour n'est pas une mince affaire ! Elles pourraient receler des remèdes miraculeux ou jouer un rôle vital irremplaçable dans la chaîne alimentaire. Accepter qu'elles disparaissent de la carte du monde, c'est un peu comme si vous jetiez votre ticket de loto avant même d'avoir vérifié que vous n'avez pas le numéro gagnant.

Imaginons un instant qu'une autre espèce (la *Periplaneta fuliginosa*, alias la blatte, par exemple) prenne le contrôle de la planète et, chaque jour, uniquement pour satisfaire son appétit, s'amuse à éradiquer une centaine d'espèces. Qu'en penserions-nous ? À coup sûr, nous trouverions son comportement pour le moins abusif. Comment nous défendrions-nous ? En nous révoltant ? Bien sûr, nous n'aurions pas la moindre chance – d'un jour à l'autre, nous pourrions être supprimés, en même temps que 99 autres espèces.

Les arbres, en plus, n'accueillent pas seulement la faune sauvage : 300 millions d'*individus* vivent dans les forêts et 60 millions en dépendent presque totalement¹⁴. Les forêts représentent la principale source de vie pour plus d'un milliard de personnes en état d'extrême pauvreté¹⁵. Elles apportent quatre éléments indispensables à la survie : la nourriture, le fourrage, les fibres et les combustibles. Les communautés indigènes de ces forêts s'y livrent à la cueillette et à la chasse pour se nourrir, donner à manger à leurs bêtes, se procurer les matériaux de construction de leurs maisons et ramasser le bois à brûler avec lequel ils cuiront les aliments et se chaufferont.

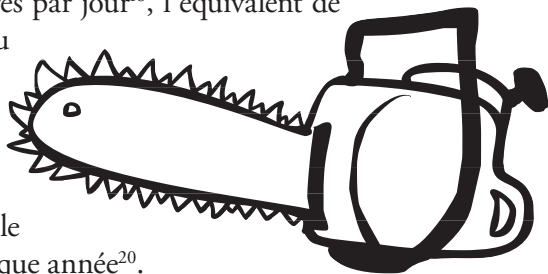
Pendant mon enfance et mon adolescence à Seattle, ma relation principale avec les forêts se fondait sur un cinquième élément : le plaisir. Les forêts étaient un terrain de randonnées, de camping, d'observation des oiseaux et de ski de fond, et pas un lieu de matériaux de construction. Si je voulais un casse-croûte, je me dirigeais vers le frigo, pas vers la forêt. Ma connaissance du lien entre les forêts et notre survie immédiate demeurait essentiellement livresque et ne reposait sur aucune expérience. Il a fallu que j'aille à l'étranger pour découvrir le lien direct entre les forêts et la préservation de la vie.

Alors que j'arpentais la campagne jadis luxuriante d'Haïti, je rencontrais des familles qui, une fois les forêts abattues, se retrouvaient sans habitation. Suite à la destruction des racines, qui maintenaient la terre en place, et aux inondations engendrées par les fortes pluies,

les coulées de boue avaient emporté les maisons. Pas de forêt, pas de défense contre les inondations. En Inde, j'ai vu des femmes marcher chaque jour des kilomètres pour ramasser les branches, nourrir les vaches, réparer les toits ou cuire le riz. Pas de forêt, pas de fourrage, pas de fibre ou de combustibles. Les forêts sont essentielles à la vie. La valeur de tous ces services l'emporte largement sur le prix du bois extrait d'une forêt anéantie.

De fait, les économistes ont voulu calculer les avantages financiers qu'offraient les forêts. En octobre 2008, l'Union européenne a réalisé une étude sur la valeur des services que, chaque année, nous perdons au travers de la déforestation. Cette étude, publiée dans un rapport intitulé *The Economics of Ecosystems and Biodiversity*, établit que le coût, pour l'économie mondiale, de la disparition des forêts est de très loin supérieur aux pertes économiques dues à la crise bancaire de 2008. En outre, le rapport fait remarquer que la déforestation entraîne des conséquences néfastes qui ne sont pas seulement ponctuelles, mais continues et permanentes¹⁶. En évaluant les nombreux services rendus par les forêts et en établissant combien il nous en coûterait pour nous adapter à ces pertes et assurer les services nous-mêmes, l'étude a calculé que le coût de la déforestation représentait annuellement entre 2 et 5 milliards de dollars, soit 7 % du PIB mondial annuel¹⁷.

En dépit de ces conséquences, et même si les forêts fournissent le bois des maisons et les molécules des médicaments, et qu'elles filtrent l'eau et créent l'air que nous respirons, nous continuons à les abattre à un rythme vertigineux. Globalement, ce sont 7 millions d'hectares qui disparaissent chaque année, soit 20 000 hectares par jour¹⁸, l'équivalent de deux fois la superficie de Paris ou de trente-trois terrains de football par minute¹⁹. Selon l'association RAN (*Rainforest Action Network*), qui milite pour la protection des forêts, cinquante mille espèces d'arbres disparaissent chaque année²⁰.



Le rythme de la déforestation est particulièrement élevé en Afrique, en Amérique latine, aux Caraïbes et dans une grande partie de l'Asie. Selon des rapports, les exceptions sont la Chine et l'Inde, où les importants investissements réalisés en plantations forestières faussent les

données et masquent le fait que les forêts continuent à y être abattues²¹. Cependant, les plantations de bois industriel diffèrent profondément des forêts naturelles. L'objectif d'une plantation est de produire du bois, sans considération ou presque des nombreux autres services, ressources et habitats que les forêts assurent. Dans ce but, elles sont généralement l'objet d'une gestion intensive, soumises à un espacement régulier et vouées à la monoculture intensive d'espèces importées, au rendement en bois extrêmement élevé. Pourtant, il existe une grande différence entre ces plantations et les forêts naturelles, en termes de diversité biologique, de résistance aux maladies ou de produits, en dehors du bois, dont les individus et les animaux dépendent pour leur survie. Les plantations forestières ne conservent généralement que 10 % des espèces vivant dans les forêts dont elles occupent désormais la place²². L'appellation de « déserts verts » leur conviendrait mieux. En outre, elles ne créent que peu d'emplois, augmentent l'utilisation des pesticides et influent de façon négative sur les cycles locaux de l'eau²³.

Aussi les scientifiques, les climatologues et les économistes, pour ne mentionner qu'eux, s'accordent-ils à dire que nous avons besoin non de plantations, mais de forêts primaires. Cependant, nous continuons à détruire celles-ci, pas seulement dans les points sensibles de la biodiversité sous les tropiques, mais sur le continent américain lui-même, dans les forêts tempérées du nord-ouest du Pacifique. J'ai pu le constater par moi-même pendant l'été 1980, époque à laquelle je passais la plus grande partie de mon temps dans les forêts. Je venais de passer mes examens et m'étais inscrite pour participer au YCC (*Youth Conservation Corps*), programme fédéral américain fondé une décennie plus tôt pour permettre aux enfants de sortir des villes, et dans certains cas d'échapper à la rue, et leur faire découvrir, un été durant, la forêt et ses services. Nous avons travaillé durement, étudié les systèmes naturels et gagné un modeste salaire (ainsi qu'un certain sens de la vie). Ce fut ma première expérience avec ceux et celles que mon collègue Van Jones appellera plus tard les « emplois de col vert ».

Le site du YCC se trouvait dans le Parc national des North Cascades (État de Washington), une région d'une beauté à couper le souffle où se côtoient sommets alpins et glaciers ponctués de lacs bleu cristal qui, littéralement, scintillent sous le soleil, forêts tempérées humides vert foncé et écosystèmes de pins secs à bois lourd. Même pour une amatrice de la forêt telle que moi, ce lieu était vraiment un lieu particulier.

Jack Kerouac, qui y avait passé un été près de vingt ans auparavant, rend justice à la région dans son livre *Les Clochards célestes* : « C'était une rivière du pays des merveilles, le vide d'une éternité dorée, faite d'odeur de mousse, d'écorce, de branches, de terre ; de mystérieuses visions ululantes se dressaient devant mes yeux, tranquilles pourtant et éternelles ; les arbres faisaient une chevelure aux collines et les rayons de soleil dansaient. Quand je regardais en l'air, les nuages prenaient des visages d'ermites – comme moi. Les branches de pins semblaient heureuses de tremper dans le courant. Les cimes des arbres se perdaient dans le brouillard. Les feuilles s'agitaient dans la brise du nord-ouest comme si elles avaient été créées pour leur propre joie. Les neiges les plus hautes, à l'horizon, semblaient vierges, berceuses et chaudes. Tout était éternel, détendu et vivant ; tout était au-delà de la vérité, au-delà de l'espace vide et bleu. »²⁴.

Au milieu de cette incroyable beauté naturelle, mes nouveaux amis du YYC et moi-même, nous passâmes nos journées à débarrasser les sentiers des branches tombées, à enterrer les restes de feux de camp laissés par des campeurs négligents, à entretenir le laboratoire local d'alevinage de saumons et à approfondir notre connaissance de l'écosystème de la forêt grâce à des étudiants dont les compétences me remplissaient d'admiration. Le programme fut un succès, pour moi du moins. Au début de l'été, j'aimais la forêt, car je m'y sentais bien : à la fois protégée et humble face à quelque chose de presque divin. À la fin de l'été, j'avais compris que les fleuves, les poissons et la planète dépendent tous des forêts. Je quittai le site en me promettant de les protéger.

Cet été-là, pour la première fois, je vis de près les forêts coupées à blanc. La coupe à blanc ou coupe rase désigne une technique consistant à abattre tous les arbres d'une zone. Toutes les racines, toutes les fleurs sauvages, toute la vie. Le sol est rasé comme le crâne d'un détenu, de telle sorte qu'il ne reste rien que quelques souches dispersées et des buissons secs. Certains sites coupés à ras ont été comparés, à juste titre, à une ville ravagée et grêlée par les bombes telle que Bagdad. Précédemment, ces forêts rasées, je les avais vues depuis le hublot d'un avion ou la vitre d'une voiture, tandis que nous passions à proximité et que nous nous en éloignions aussi vite que possible. Cependant, cet été-là, nous les parcourûmes à pied pour mieux comprendre les dégâts que provoquait la coupe à blanc. Nous prélevâmes l'eau dans les ruisseaux qui couraient sous le sol afin d'identifier les changements intervenus dans

la température, l'oxygène et la vie aquatique. Je reçus un véritable choc en constatant l'étendue des dommages, bien au-delà des limites de la coupe, véritable politique de la terre brûlée.

Par contraste avec les forêts, dont les arbres font office d'immenses éponges qui retiennent l'eau dans leurs feuilles, leurs troncs et leurs racines, régulent son écoulement en ruisseaux et en fleuves, les zones coupées à blanc ne maintiennent pas la terre et n'absorbent pas l'eau. Lors des fortes pluies, l'eau dévale des collines coupées à ras, entraînant glissements de terrain, inondations et ravinement. La terre détremmée s'abat sous forme de coulées de boue, bouchant les voies d'eau et ensevelissant les villages. En aval, l'eau et la boue détruisent les terrains, allant parfois jusqu'à tuer les villageois. Dans certains cas, les dégâts sont tels que les réparations coûtent plusieurs millions de dollars aux gouvernements. En d'autres endroits, les individus supportent le coût eux-mêmes, après avoir, parfois, perdu tout ce qu'ils avaient. Bien sûr, ces dégâts affectent gravement tout le réseau vivant et fragile qui dépend des forêts : les champignons qui poussent dans les racines des arbres nourrissent les petits mammifères, qui eux-mêmes servent de nourriture aux chouettes et aux faucons, et ainsi de suite.

Pour moi, cet été-là, dans les Cascades du Nord éclaira d'un jour nouveau les propos de John Muir, l'un des premiers naturalistes modernes : « Quand nous tentons d'identifier quoi que ce soit par lui-même, nous découvrons qu'il est relié à tout le reste de l'univers »²⁵. Je connaissais déjà cette citation, mais pensais qu'elle se référait à un lien métaphorique. En réalité, John Muir entendait l'idée de « lien » au sens littéral – l'ensemble de la planète est, bel et bien, lié : les forêts aux fleuves, les fleuves aux océans, les océans aux villes, les villes à notre alimentation.

Les forêts coupées à blanc évoquèrent dans mon esprit l'image traditionnelle du bûcheron : un homme barbu et souriant, vêtu d'un jean et d'une chemise en flanelle écossaise, une hache à la main. Son image ornait aussi bien les cafés locaux que les bouteilles de sirop d'érable. Si elle a jamais correspondu à la réalité, ce n'est plus le cas assurément.

Pratiquement tous les gars habillés de flanelle et une hache à la main ont laissé la place à d'énormes machines crachant sans cesse de la fumée : les bulldozers géants, les grues, les tenailles gigantesques qui, après avoir serré les grumes entre leurs immenses



mâchoires d'acier, les déposent sur de gros camions. Et même si les machines ont remplacé la plupart des ouvriers, elles n'ont pas réduit les risques pour ceux qui restent. Les chutes d'arbres, les lourdes machines, les terrains cahoteux et les caprices de la météo ont conduit l'Organisation internationale du travail à classer l'abattage des arbres comme l'une des trois plus dangereuses activités dans la plupart des pays²⁶.

Et tout ça pour quoi ? Il faut qu'il y ait de sacrées bonnes raisons pour que nous mettions ainsi en péril la santé de la planète, détruisions les sources de remèdes potentiellement précieux, provoquions la disparition de plantes et d'espèces animales, supprimions notre réserve de stockage du carbone qui nous est tant indispensable, et acceptions que les bûcherons se blessent. Pas vrai ?

Beaucoup de forêts sont abattues pour laisser la place à des exploitations bovines et des champs de soja ou autres produits de l'agriculture. De façon ironique, la quête inconsidérée de solutions à base de plantes pour remplacer les combustibles fossiles, est devenue l'une des causes majeures de la déforestation dans le monde : des forêts disparaissent pour permettre la culture du palmier ou autres huiles. « Les biocarburants sont rapidement en train de devenir la principale cause de la déforestation dans des pays comme l'Indonésie, la Malaisie et le Brésil », explique Simone Lovera, qui travaille au Paraguay avec la Coalition mondiale des forêts, alliance internationale d'ONG et d'OPA (Organisations des peuples autochtones). « Nous l'avons surnommée le “carburant de la déforestation”. »²⁷

L'expansion et le soi-disant développement sont aussi l'une des causes de la déforestation. Nous utilisons les arbres comme bois de construction de nos maisons ou de nos meubles. Dans de nombreux endroits à travers le monde, des millions de personnes se chauffent et cuisinent encore au bois. Si l'on exclut l'emploi de ce dernier comme combustible, la principale production dérivée des arbres est le papier. Ce dernier constitue le premier produit, hors combustibles, de la déforestation. Nous ne parlons pas seulement des journaux, des magazines, des affiches, des livres ou des catalogues de vêtements ou autres. Il existe environ cinq mille autres types de produits créés à l'aide de papier²⁸, comme les billets, les jeux de société, les emballages et même les empiècements de chaussures de course sophistiquées.

Aux États-Unis, les habitants consomment plus de 80 millions de tonnes de papier par an²⁹. Ne serait-ce que pour les livres, un rapport de 2008 a calculé qu'en 2006, les États-Unis avaient consommé 1 600 000 tonnes, soit environ 30 millions d'arbres³⁰. Chaque tonne de papier vierge de bureau ou de photocopieuse équivaut à 2 à 3 tonnes d'arbres abattus³¹. Le processus semble sans fin. La consommation de papier dans le monde a été multipliée par six au cours des cinquante dernières années³² et devrait continuer à croître, les États-Unis menant toujours le bal. Avec le papier qu'ils utilisent chaque année – un employé de bureau consomme, en moyenne, plus de dix mille feuilles de papier par an³³ – les Américains pourraient édifier un mur haut de 3 mètres allant de New York à Tokyo³⁴.

Bien qu'il y ait une volonté croissante de créer le papier à partir de sources recyclées ou renouvelables, la plus grande partie de l'approvisionnement mondial en papier, environ 71 %, provient toujours des forêts, et non des propriétés forestières de production ou de conteneurs de recyclage³⁵.



Les perspectives présentes en matière de déforestation sont sombres, mais il existe quelques solutions permettant d'inverser la tendance. Au cours des dernières décennies, le recyclage du papier a augmenté aux deux extrémités de la chaîne : une plus grande part de papier jeté est récupérée pour le recyclage et un nombre croissant d'entreprises utilisent le papier recyclé. Nous nous rapprochons du point où la boucle sera fermée, autrement dit du point où la production du papier proviendra du papier lui-même, et non des arbres. L'EPN (*Environmental Paper Network*), initiative contre le gaspillage du papier, est un rassemblement de dizaines de groupes utilisant les stratégies commerciales pour encourager la production de papier à partir de papier recyclé déjà utilisé, de déchets agricoles, de fibres alternatives ou d'arbres gérés durablement plutôt que de forêts vierges. Leurs membres s'engagent à l'échelle internationale dans des activités aussi variées que le dialogue avec les directions des entreprises et l'organisation de grandes manifestations à l'occasion des salons professionnels³⁶. Membre du réseau EPN, ForestEthics a réussi avec succès à ce que des entreprises réputées comme Office Depot, Staples, et Home Depot (grande surface spécialisée dans la papeterie et les articles de bureau),

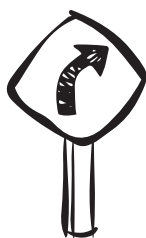
s'approvisionnent en bois durable et en papier recyclé. Ils ont également ciblé les entreprises qui publiaient des catalogues volumineux, comme la marque de lingerie *Victoria's Secret*, pour qu'elles privilégient l'emploi du papier recyclé. Aujourd'hui, ils placent la barre encore plus haut en lançant une campagne nationale « Do Not Mail Registry », similaire à la campagne « Do Not Call Registry » – lutte contre les appels de télémarketing, destinée à interdire la vente forcée par téléphone de biens et de services –, pour arrêter le flux incessant de courriers indésirables dans les boîtes aux lettres. Selon ForestEthics, les ménages américains se retrouvent chaque année avec plus de 100 milliards de publicités et autres lettres non souhaitées – soit plus de 800 lettres par ménage – dont près de la moitié (44 %) sont jetées avant même d'être ouvertes³⁷. Ces publicités et autres nécessitent plus de 100 millions d'arbres – l'équivalent de la coupe à ras de la totalité du parc national des Montagnes Rocheuses, tous les quatre mois³⁸.

Le problème est que nous n'utilisons pas simplement beaucoup de papier, mais que nous en gaspillons aussi d'énormes quantités. Près de 40 % du contenu des décharges municipales aux États-Unis se compose de papier³⁹, dont la totalité est recyclable ou compostable si le papier n'a pas été traité avec un trop grand nombre de produits chimiques. En recyclant simplement ce papier au lieu de le jeter à la poubelle, nous limiterions la contrainte de couper plus d'arbres pour notre prochaine rame de papier. (Nous réduirions aussi nos déchets de 40 %.) Bien sûr, comme dans le cas des courriers indésirables et des catalogues, il vaudrait encore mieux empêcher l'utilisation du papier que de le recycler.

De même, il existe des moyens de récolter les arbres des forêts sans décimer l'écosystème et les communautés qui en dépendent. Ces pratiques, préférables sur un plan environnemental, atténuent l'exploitation intense du bois, réduisent le recours aux produits chimiques, préservent l'intégrité du sol et protègent la vie sauvage et la biodiversité. Si l'implémentation de telles pratiques, par opposition à la coupe à blanc, présente une rentabilité à court terme potentiellement moindre, les avantages environnementaux et sociaux à long terme sont de très loins supérieurs.

Le FSC (*Forest Stewardship Council*, Conseil de Bonne Gestion Forestière), actif dans 45 pays, représente l'une des tentatives d'attribuer un label, « bois certifié FSC », aux forêts respectueuses de normes environnementales. Au cours des 13 dernières années, plus de 90 millions

d'hectares à travers le monde ont reçu la certification de conformité aux normes FSC ; plusieurs milliers de produits se sont vus reconnus par le label « Bois certifié FSC » et classés en tant que tels⁴⁰. Même si les organisations écologistes sont nombreuses à convenir que le FSC n'a pas une influence suffisante et qu'il ne doit pas être considéré comme un label d'éco-pureté, cette initiative constitue un pas dans la bonne direction. « Le FSC est à ce jour le meilleur système de certification du bois, déclare Todd Paglia, directeur de ForestEthics, et doit continuer à être renforcé. Si nous le comparons à d'autres systèmes similaires, tels que le programme de l'industrie forestière baptisé SFI (*Sustainable Forestry Initiative*) et créé expressément pour les forêts d'Amérique du Nord, le label FSC représente le bon choix. »⁴¹



En outre, il existe un modèle prometteur de gestion des forêts, connu sous le nom de « foresterie communautaire », nouvelle école de pensée où les forêts sont gérées par les populations locales et préservées pour l'ensemble de leurs apports, et non exclusivement pour l'abattage des arbres. À dire vrai, il ne s'agit pas réellement d'une « nouvelle école de pensée », car de nombreuses communautés rurales et indigènes gèrent depuis longtemps les forêts par le biais des efforts collectifs de leurs membres. Du moins certaines personnes commencent-elles à percevoir les énormes avantages d'une telle approche.

L'eau

L'été passé à travailler dans le parc national des Cascades du Nord ne fit pas qu'enrichir mes connaissances sur les arbres. Je passai aussi beaucoup de temps autour des cours d'eau. Nous nous trempions dans des eaux glaciales, encore gelées quelques semaines auparavant, pour récupérer les déchets abandonnés par les campeurs, ainsi que les branches qui obstruaient les chenaux des rivières. Plonger dans de telles eaux pour ramasser une canette de Coca-Cola vide constitue un excellent moyen de prendre l'engagement de ne jamais, au grand jamais, jeter à l'eau le moindre débris.



Ce fut à cette occasion que je compris la réelle différence entre les rivières d'une forêt coupée à blanc et celles d'une forêt intacte. Les premières offrent un aspect trouble et pullulent de saletés et de débris ; les poissons et les bestioles de toutes sortes y sont aussi moins nombreux. Lorsque nous avons prélevé leur eau, nous avons découvert que ces rivières présentaient une plus forte demande biologique en oxygène (DBO), laquelle mesure la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction des matières organiques présentes dans l'eau. Une DBO faible est synonyme d'eau saine et une DBO trop élevée d'eau polluée.

Aujourd'hui, en agriculture ou en matière de fruits et légumes, le label « biologique » est un plus. Tel n'est pas toujours le cas en biologie ou en chimie, où l'adjectif « biologique » ou « organique » n'indique pas l'absence de pesticides toxiques. En biologie, une substance est qualifiée d'organique quand elle provient d'organismes vivants et, en chimie, quand ses molécules élémentaires contiennent du carbone.

La matière organique fait partie de la nature, cours d'eau y compris, et sa présence n'est en elle-même ni bonne ni mauvaise. Comme en de nombreux cas, c'est la dose qui crée le poison. La matière organique (feuilles ou bestioles mortes, par exemple) ne devient un problème dans l'eau que si elle se constitue plus vite qu'elle ne peut être décomposée. Les minuscules bactéries, dont la mission est justement de désagréger tout ce fatras organique, ont besoin d'oxygène ; quand leur charge de travail s'accroît, leur demande d'oxygène dépasse les réserves disponibles, ce qui conduit à des cours d'eau dépourvus d'oxygène, prêts à devenir des fleuves morts.



Le sol des forêts saines est couvert d'une matière organique, appelée humus et maintenue en place par les racines des arbres et les plantes arbustives. L'humus se décompose grâce à la présence d'organismes et d'oxygène, tout en reconstituant en permanence le sol au travers de ses nutriments. Dans une coupe à blanc, les forêts sont nettoyées de leurs racines et de leurs arbustes, laissant une surface nue, si bien qu'en cas de violentes averses, tout ce joli sol bien riche arrive en masse dans les fleuves et se transforme en polluant.

Les rivières des Cascades du Nord alimentent plusieurs bassins qui fournissent l'eau indispensable aux habitants de l'État de Washington,

que ce soit pour boire, se laver ou irriguer les sols. Les eaux poursuivent leur chemin jusqu'à Puget Sound, bras de mer de l'océan Pacifique, où je pêchais les palourdes et sautais dans les vagues quand j'étais enfant. Le bon état sanitaire de ces rivières influe sur celui de l'eau, des poissons, des oiseaux et des individus, jusqu'à des centaines de kilomètres de distance.

Revenons sur l'idée d'interconnexion. L'eau est la ressource naturelle où nous pouvons voir le plus clairement l'interdépendance des systèmes – enfants, nous avons appris que la pluie tombe, remplit les réserves souterraines, les fleuves et les caniveaux, s'évapore des lacs et des océans, et s'emmagasine dans les nuages, pour ne réapparaître que sous la forme de la pluie et de la neige. L'eau ne se trouve pas seulement dans l'environnement extérieur : notre propre corps se compose de 50 à 65 % d'eau, et même 70 % pour les bébés⁴².

Cependant, lorsque nous devenons adultes, nous apprenons à penser à l'eau en termes très déconnectés. Selon Pat Costner, membre à la retraite de l'unité scientifique de Greenpeace et spécialiste des problèmes de déchets, auteur de *We All Live Downstream : A Guide to Waste Treatment that Stops Water Pollution*, notre système de réseau d'égout nous cause un profond préjudice psychologique. À partir de l'âge où nous devenons propres, nous considérons l'eau comme un réceptacle et associons inmanquablement eau et déchets. Pat Costner, entre autres, souligne la totale absurdité qui consiste à utiliser notre ressource la plus précieuse, à savoir l'eau, pour acheminer les substances éliminées par l'organisme vers des usines sophistiquées et coûteuses où l'eau doit être filtrée. Pat Costner est allée jusqu'à suggérer, en ne plaisantant qu'à moitié, que les futurs parents assurent désormais la propreté de leurs enfants dans un bac à sable pour éviter que leurs chérubins n'associent eaux et déchets⁴³.



Il existe une bien meilleure solution, à la fois plus propre et plus saine : les toilettes sèches. La technologie, simple et sans eau, est tout à fait prête à être implémentée : elle empêcherait que l'eau soit contaminée et transformerait un futur polluant – réel danger pour la santé – en un précieux additif pour sol (dont nous avons particulièrement besoin dans ces zones de coupe à blanc où le sol riche en nutriments a été emporté). Les toilettes de compost proposent une approche

dont tout le monde sort gagnant. C'est bon pour l'eau, bon pour le sol, bon pour les plantes. L'idéal en somme.

Aux États-Unis, où j'habite, les toilettes engloutissent des litres et des litres d'eau (même les chasses d'eau économiques, bien qu'elles constituent une amélioration), tandis que l'eau chaude et l'eau froide sont disponibles à volonté jour et nuit dans plus de 95 % des habitations⁴⁴ : par conséquent, il est facile d'oublier à quel point l'eau est une ressource précieuse et limitée. Une fois que vous avez passé quelques jours en un lieu où l'eau vous est comptée, comme ce fut mon cas, il est impossible d'ouvrir un robinet sans éprouver un réel sentiment de gratitude.

En 1993, je me suis rendue à Dhaka, la capitale du Bangladesh, pour travailler durant six mois avec une organisation gouvernementale locale. Le Bangladesh est confronté régulièrement à d'énormes problèmes d'eau. Il y en a souvent trop et, tout aussi souvent, pas assez. Le Bangladesh est un pays à basse altitude, essentiellement une immense plaine inondable où les trois fleuves principaux – le Brahmaputra, le Meghna et le Gange – débouchent tous dans la baie du Bengale. Chaque année, à l'époque de la mousson, près d'un tiers du pays est inondé. Véritablement inondé. Des millions de personnes perdent leurs maisons. Des villages entiers bâtis sur les îles de limon et de terre formées au fur et à mesure de la géographie constamment mobile des fleuves, disparaissent.

Les inondations au Bangladesh s'aggravent pour les mêmes raisons que les autres problèmes environnementaux. L'abattage des forêts en amont, et ce jusque dans le massif de l'Himalaya en Inde, crée un terrain d'écoulement toujours plus grand après les pluies diluviennes. Sans les racines d'arbre pour maintenir le sol en place, l'écoulement transporte plus de boue et de terre, qui se fixent dans les fleuves et rendent ceux-ci non seulement de moins en moins profonds, mais plus susceptibles de déborder. Le changement climatique entraînant une hausse du niveau de la mer, dans un pays à basse altitude comme le Bangladesh, le niveau de l'eau dans le sol croît également et la terre est de moins en moins capable d'absorber l'eau en cas de fortes pluies et d'inondations. Si le niveau des mers augmente de 30 à 45 cm, comme le prédisent nombre de scientifiques, ce sont près de 35 millions de personnes qui se retrouveront sans terrain d'habitation et contraintes de migrer des zones côtières vers l'intérieur⁴⁵. Plus d'une fois lors de mon séjour au

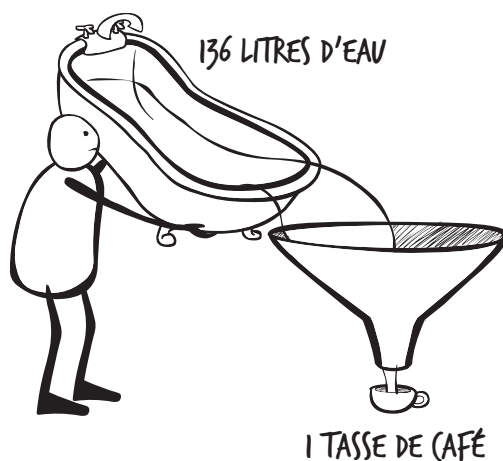
Bangladesh, les routes entre mon domicile et mon bureau de Dhaka ont été à ce point inondées que les roues de mon pousse-pousse disparaissaient sous l'eau !

Paradoxalement, alors que le pays se retrouve de plus en plus souvent inondé, l'eau potable est difficile à trouver. Des millions de personnes au Bangladesh s'en remettent aux eaux de surface, comme celles des mares ou des rigoles d'irrigation, régulièrement contaminées par les déchets humains, aussi bien que par les polluants agricoles ou industriels. Plus de cent mille enfants meurent chaque année de diarrhée, maladie provoquée par les eaux sales et qu'il serait aisé de prévenir. En outre, la plupart des sources sont polluées par l'arsenic, présent naturellement dans la région. En 2008, 70 millions de Bengalis buvaient une eau qui ne répondait pas aux normes de l'OMS⁴⁶.

À Dhaka, je partageais une maison avec huit Bengalis. Ils buvaient l'eau du robinet, mais comme mon organisme n'était pas accoutumé à cette eau, les deux femmes chargées de la cuisine me la faisaient bouillir pendant vingt minutes. J'avais pleinement conscience de monopoliser pour moi seule une bonne part de ce précieux auxiliaire de cuisson et vous pouvez être certain que, durant les six mois de mon séjour, je n'ai jamais jeté l'eau à l'évier, ne fût-ce qu'un demi-verre. Après avoir parcouru le pays, rencontré des populations n'ayant même pas accès à l'eau et été confronté pour la première fois de ma vie à ce que signifiait réellement la soif à l'échelle du monde, je savourais la moindre gorgée d'eau. J'appréciais que cette eau soit dans un verre et non en train d'inonder ma maison. Désormais, je buvais d'une façon entièrement nouvelle : à la fois consciente et reconnaissante.

Prendre un bain, au Bangladesh, fut aussi une expérience inédite. Tous les deux jours, j'utilisais un seau dont l'eau était parfois si froide que je parvenais à peine à me laver. Bien sûr, il me restait une solution d'urgence, à savoir prendre un pousse-pousse jusqu'à l'un des deux hôtels de luxe – le Sheraton ou le Sonargaon – de la partie luxueuse de la ville. Dans les toilettes des femmes, je passais une bonne vingtaine de minutes à me frotter les mains et la figure à l'eau chaude avant de m'autoriser la seule chose – en dehors, des bains chauds – qui me manquait au Bangladesh : une tasse de vrai café. Je m'asseyais alors dans la petite salle pour déguster mon café au lait ; j'écoutais, par la même occasion, les conversations des hommes d'affaire et des employés

humanitaires aux tables voisines, consciente de l'eau scintillante de la piscine, consciente que ma tasse de café avait nécessité plus de 136 litres d'eau et consciente aussi que la seule raison pour laquelle une personne dans un état aussi crasseux que le mien était autorisée à passer vingt minutes dans une luxueuse salle de bains était la couleur de ma peau et ma carte American Express. Je pensais à quel point la vie aurait été différente pour ces centaines de milliers d'enfants qui allaient mourir faute d'eau propre dans les douze prochains mois, si seulement ils avaient eu, eux aussi, l'une de ces cartes ou ne serait-ce qu'un robinet d'eau potable dans leur jardin.



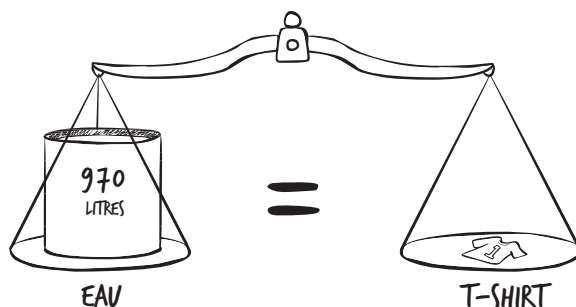
Après avoir été confrontée au niveau de rareté qui constitue la norme pour la plupart des populations, j'ai pris conscience qu'à de multiples égards, les prétendues sociétés avancées considèrent comme allant de soi la seule substance, après l'air, dont nous ayons le plus besoin pour survivre. N'oubliez pas que nous n'avons pas simplement besoin d'eau pour boire et nous laver, mais pour faire pousser la nourriture aussi ! Qui plus est, nous la laissons couler lorsque nous nous brossons les dents, nous y déversons aussi bien nos excréments que les déchets dangereux et nous dépensons des millions de litres d'eau pour arroser pelouses et parcours de golf.

Saviez-vous que les États-Unis dépensent plus de 20 milliards de dollars par an pour leurs seules pelouses ?⁴⁷ En moyenne, un Américain passe vingt-cinq heures par an à tondre sa pelouse, souvent avec des ton-

deuses si inefficaces qu'elles consomment 3 milliards de litres d'essence par an⁴⁸. Et que dire alors de notre utilisation de l'eau en ce domaine ! Nous déversons d'incroyables quantités de ce précieux trésor sur nos pelouses : près de 800 litres d'eau par personne et par jour pendant la saison de croissance ! Dans certains endroits, cette quantité d'eau représente plus de la moitié du total de l'eau résidentielle utilisée !⁴⁹ Aux États-Unis, la « pelouse en plaques » représente la plus grande culture irriguée, trois fois plus importante que celle réservée au maïs⁵⁰. Ne serait-ce qu'en replantant les pelouses à partir de semences natives qui utilisent moins d'eau et permettent à une plus grande quantité d'eaux de pluie de pénétrer dans la terre, plutôt que de s'écouler dans les systèmes d'égout, les Américains réduiraient de façon spectaculaire leur consommation domestique.

Comme vous l'avez sans doute deviné, nous utilisons aussi une grande part de cette ressource aussi précieuse que vitale pour fabriquer les produits de consommation courante.

De fait, de tous les ingrédients de ma courte liste, l'eau est le plus essentiel, car il intervient dans presque tous les processus de production industrielle. Si l'eau n'est pas réutilisée ou remise en circulation, il faut 300 à 400 tonnes d'eau pour produire 1 tonne de papier⁵¹. Le coton nécessaire à la fabrication d'un T-shirt requiert 1 000 litres d'eau⁵². Quant à votre tasse de café matinale, 136 litres d'eau auront été utilisés pour cultiver, torréfier et emballer les grains⁵³, sans même parler de la voiture américaine typique qui requiert en eau plus de 50 fois son poids, soit près de 150 000 litres⁵⁴. La plus grande part de l'eau employée pour la production de ces marchandises est fortement contaminée par les



produits chimiques, tels que les agents de blanchiment (pour le papier ou les T-shirts de couleur blanche), le plomb, l'arsenic et le cyanure (pour l'exploitation des métaux). Il existe toujours un danger que ces toxines s'infiltrent dans les eaux souterraines ou qu'elles ne débordent des conteneurs dans les fleuves et les mers – si l'eau n'y est pas elle-même jetée directement, comme c'est encore trop souvent le cas.

L'eau est aussi nécessaire pour faire tourner les machines. Je ne parle pas seulement de l'énergie hydraulique, fournie par le mouvement de l'eau ; toute l'énergie générée à partir de combustibles fossiles, tels que le charbon, le mazout et le gaz naturel, est convertie dans les centrales thermiques, lesquelles ont besoin d'eau pour le refroidissement. Ces combustibles composent l'immense majorité des sources d'énergie à travers le monde et impliquent tous l'emploi de l'eau.

Ainsi, pour toutes ces raisons, nous avons besoin d'eau, et pourtant nous commençons à en manquer. Peut-être vous demandez-vous comment cela est possible sur une planète dont plus de la moitié de la surface est couverte d'eau ? L'eau salée en représente 97,5 % et la plus grande part des 2,5 % d'eau douce restants est à l'état gelé dans les calottes glaciaires ou enfouie si profondément sous terre que nous ne pouvons y accéder⁵⁵. Seulement 1 % environ de l'eau présente à travers le monde est accessible à une utilisation humaine directe⁵⁶. Ce pourcentage englobe les lacs, les fleuves et les retenues d'eau, ainsi que les sources souterraines suffisamment peu profondes pour être exploitées à un prix acceptable. Seul ce 1 % est renouvelé régulièrement grâce aux eaux de pluie et la fonte des neiges, et demeure ainsi disponible de manière durable. Si jamais nous utilisons trop cette eau, nous irions au-devant des pires difficultés.

C'est ce même 1 % qui satisfait nos besoins en matière d'eau, qu'il s'agisse de boire, de se laver, d'irriguer ou de fabriquer. L'accroissement de la population, de l'urbanisation, de l'industrialisation et de la consommation se traduit par une augmentation de nos besoins en eau. Alors que les réserves en eau propre se réduisent, nous en utilisons et en gaspillons toujours plus. Au XX^e siècle, notre consommation d'eau à travers le monde a été multipliée par six, soit deux fois plus que le taux de croissance démographique⁵⁷. Nous sommes plus nombreux à utiliser l'eau. Il ne s'agit pas d'une perspective viable.

Près d'un tiers de la population mondiale vit dans des pays confrontés à une contrainte en matière d'eau⁵⁸. En dépit de tout notre savoir-faire technologique, au moins une personne sur six n'a pas accès à l'eau potable. Tous les jours, des milliers d'êtres humains, principalement des enfants, meurent de maladies qui pourraient être évitées et qu'ils contractent uniquement parce qu'ils n'ont pas accès à une eau pure⁵⁹. En Asie, où l'eau a toujours été considérée comme une ressource abondante, la quantité disponible par personne a chuté de 40 à 60 % entre 1955 et 1990⁶⁰. Les spécialistes prédisent que d'ici 2025, les trois-quarts des habitants de la planète connaîtront un problème de manque d'eau, l'offre ne parvenant plus à satisfaire la demande⁶¹. La surutilisation de l'eau, la pollution, le changement climatique, les utilisations industrielles ou agricoles, et l'inégalité des accès, tous ces facteurs conjugués contribueront à la pénurie.

Parallèlement à la rareté croissante de l'eau, apparaissent des conflits à travers le monde sur son utilisation, et plus important peut-être, sur le processus qui détermine son utilisation. Nombre de personnes, moi la première, craignent que la privatisation croissante des services de distribution de l'eau ne soit incompatible avec le droit de chaque individu à accéder à l'eau elle-même et à une gestion de l'eau durable. Trop souvent, cette privatisation a entraîné des hausses de tarif, des interruptions de service et des accès à l'eau plus difficiles, car, généralement, l'alimentation en eau des plus pauvres ne rapporte pas le moindre euro.



Comme l'eau est absolument essentielle à la vie, et à celle des générations futures aussi, elle doit être partagée et attribuée de manière juste. Les programmes de gestion de l'eau doivent être développés dans ce contexte, en donnant la priorité à la durabilité à long terme, à l'intégrité écologique, à la participation de la population à la prise de décision et à un accès équitable, plutôt qu'au profit privé. À travers le monde, nombreux sont ceux qui réclament que l'eau soit gérée par des entreprises publiques et non par des compagnies privées, tandis que les militants de Water Justice œuvrent à ce que les Nations Unies élaborent une convention contraignante qui protège le droit d'accès à l'eau de chacun. Déjà, l'*observation générale n° 15*, adoptée en 2002 par le Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, a reconnu que l'eau était une condi-

tion préalable nécessaire à une vie digne et à la réalisation de tous les autres droits de l'Homme⁶².

Cependant, un certain nombre de grandes entreprises multinationales s'efforcent de privatiser, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, les services d'eau publics et fondent leurs choix sur des considérations commerciales et financières plutôt que sur la satisfaction des besoins humains élémentaires et sur l'apport d'un bien-être écologique et d'une justice sociale. Ces sociétés cherchent à développer le marché de l'eau en bouteille et à vendre de l'eau « en vrac », qui devra parcourir des milliers de kilomètres jusqu'à son nouveau marché. Au fur et à mesure que les populations manqueront d'eau, elles seront contraintes de l'acheter ailleurs s'il n'y a pas d'autres solutions. C'est pour cette raison que le magazine *The Economist* a prédit que « l'eau [serait] le pétrole du XXI^e siècle »⁶³.

Le fait est que, comme c'est le cas pour la plupart de nos dilemmes en matière de diminution des ressources naturelles, il n'existe pas une seule solution au problème croissant de l'eau et que nous devons agir sur plusieurs fronts. Certains spécialistes préconisent une infrastructure extrêmement onéreuse, ainsi que des super-barrages. Personnellement, je préfère ce que le *Pacific Institute* appelle les solutions douces : « Les solutions douces visent à améliorer la productivité de l'eau plutôt qu'à rechercher sans fin de nouvelles réserves... et à compléter une infrastructure centralisée et planifiée par des projets à l'échelle des populations locales ; les solutions douces engagent les parties prenantes dans les décisions clés de telle sorte que, dans le cadre des projets et des marchés concernant l'eau, l'environnement et l'intérêt public soient préservés »⁶⁴. Ces solutions requièrent conjointement une technologie élaborée, une meilleure conservation de l'eau et des processus de décision réellement démocratiques.

Un autre pas majeur dans la bonne direction consiste à découvrir et à identifier les cas d'utilisation et de gaspillage de l'eau, ce qui inclut souvent des usages que nous ne soupçonnons pas. Qui, en regardant un T-shirt en coton, une voiture ou un interrupteur, pense à l'eau qu'a nécessité leur fabrication ? Pour amener à la lumière cette part « invisible » de l'eau, le professeur John Allan a créé le concept d'« eau virtuelle », destiné à suivre le parcours de l'eau dans l'industrie et le commerce⁶⁵. L'eau virtuelle désigne la quantité d'eau incorporée à la

nourriture ou autres produits, à partir de l'eau qu'il a fallu pour extraire et produire l'article. Les pays qui produisent et exportent des cultures consommant beaucoup d'eau, comme le coton et le café, peuvent être considérés comme des exportateurs d'eau virtuelle.

Autre concept utile, celui d'« empreinte sur l'eau », qui calcule le volume d'eau nécessaire pour la production des biens et des services produits par une entreprise ou utilisés par un individu (ou une communauté). Si vous êtes intéressé, vous

pouvez vous rendre sur le site www.waterfootprint.org et obtenir un calcul approximatif de votre propre

« empreinte sur l'eau ». Le profes-

sieur Arjen Hoekstra, de l'université de Twente (Pays-Bas) explique que sa création d'un tel concept « trouve son origine dans le fait que notre consommation d'eau influe sur les systèmes à eau douce et qu'il est possible de mieux comprendre la pollution et la pénurie d'eau en considérant la production et la chaîne d'approvisionnement comme un tout »⁶⁶. Autrement dit, plus nous fabriquons, consommons et remplaçons, plus nous utilisons d'eau.



Lorsque j'ai calculé ma propre « empreinte sur l'eau », j'ai découvert qu'elle était de 500 m³ par an. Après avoir réfléchi, j'ai constaté que je pouvais réduire cette empreinte en buvant moins de café, en mangeant moins d'aliments d'origine animale et en achetant moins de produits de consommation.

J'aimerais croire que les eaux grises (eaux usées ménagères), qui irriguent mon jardin grâce au tout-à-l'égout de ma machine à laver et au système de filtrage associé, suffisent à faire la différence. Des systèmes équivalents sont utilisés à travers le monde pour filtrer et réutiliser les eaux usées des maisons, des universités, des hôtels, des entreprises de transformation des produits alimentaires et autres sites. Même si mon jardin apprécie ces eaux, je sais qu'elles ne constituent qu'une goutte d'eau dans la mer, si nous la comparons à l'eau nécessaire pour fabriquer les articles que j'emploie quotidiennement. L'agriculture, la production d'énergie et la production industrielle (en tant qu'ingrédient) représentent la principale possibilité de réduire notre consommation d'eau.

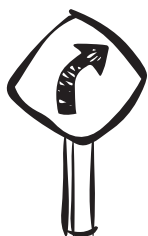
Le coût réel de l'eau fait partie de ces coûts considérables qui ne sont pas acquittés par les industriels. Le prix des produits ne reflète

ni la valeur réelle de l'eau (que les économistes commencent à peine à calculer), ni les coûts de la dégradation des ressources en eau au travers de la pollution et de la contamination, ni les services écologiques concernés. Pour déterminer sa véritable valeur, certaines personnes commencent à utiliser une variable économique fondée sur les emplois directs (comme l'eau potable) et indirects (comme le niveau et le débit d'un fleuve), ainsi que sur la valeur de legs (emploi par les générations futures) et la « valeur d'existence » (le simple droit à exister sur Terre)⁶⁷. Dans cet ordre d'idées, les représentants gouvernementaux et les ONG de l'ensemble de la planète ont créé, en 1992, les « Principes de Dublin » lors de la conférence internationale sur l'eau et l'environnement, afin de reconnaître l'importance de l'eau et de définir des normes en matière de gestion de l'eau⁶⁸.

Cette modification pourrait permettre une amélioration en termes de productivité de l'eau. Si ces coûts externalisés masqués ou « virtuels » relatifs à l'utilisation ou à la pollution de l'eau se révélaient inférieurs aux « coûts » figurant sur leur bilan, à n'en pas douter les entreprises seraient fortement motivées à réduire la quantité d'eau qu'elles consomment ou polluent. Dans le même temps, nous devons être certains que le calcul de la valeur économique de l'eau n'éclipse pas notre accès à l'eau comme droit fondamental. Associer une valeur économique à l'eau constitue une stratégie pour mieux comprendre sa valeur globale, et non un pas vers sa privatisation et sa commercialisation. Notre espoir est que, si les industries deviennent entièrement responsables de l'ensemble des coûts liés à l'eau, elles commencent à recourir aux solutions technologiques permettant de réduire le gaspillage. Le point délicat en ce qui concerne les stratégies économiques, ou commerciales, est que si vous contraignez les entreprises à prendre en compte les coûts externalisés, elles augmenteront invariablement les prix des marchandises, répercutant les coûts les plus élevés sur les consommateurs. Bien que, dans de nombreux cas, la solution ne soit pas condamnable (après tout, avons-nous réellement besoin d'un autre T-shirt qui aura nécessité 1 000 litres d'eau et devant lequel nous ne savons pas résister, uniquement parce qu'il ne coûte que 4,99 \$?), une augmentation des prix pour les denrées de base aurait un effet dévastateur pour les populations les plus défavorisées.



Certaines personnes se sont déjà attelées à travailler sur cette question pour s'assurer que chacun, même celui qui ne possède pas les ressources nécessaires, puisse disposer de l'eau répondant à ses besoins élémentaires, tandis que ceux qui gaspillent l'eau, que ce soit en raison d'une consommation luxueuse ou d'une utilisation industrielle excessive, se voient contraints d'acquitter une somme supplémentaire. Une alliance internationale de militants des droits de l'Homme, de responsables municipaux, de syndicats et d'organisations environnementales – alliance connue sous le nom de « combattants de l'eau » – lutte pour la reconnaissance du droit à l'eau comme droit de l'Homme, pour un meilleur accès à l'eau des plus pauvres, pour la « démarchandisation » de l'eau, pour un impôt sur l'utilisation excessive de l'eau et pour la défense d'administrations municipales élues en lieu et place d'entreprises privées comme institution clé dans l'approvisionnement en eau.



Sur le plan technologique, de nombreuses entreprises sont déjà en train d'améliorer leurs processus de façon à utiliser et à dépenser moins d'eau grâce à des innovations telles que les usines à boucle fermée, qui recyclent en permanence l'eau utilisée. Au fur et à mesure que les entreprises abandonneront les substances toxiques dans leurs processus de production, l'eau qui quittera l'usine ne sera pas contaminée et pourra être réutilisée sans dommage : il s'agit là d'une amélioration notable. Une entreprise s'engageant dans ces pratiques est le fabricant de tapis Interface. Depuis 1996, sous la direction visionnaire de Ray Anderson, l'entreprise a réduit la consommation d'eau de 75 % par unité de production dans ses installations⁶⁹. Et ce n'est pas fini !

Pendant ce temps, les professionnels de la planification régionale, de l'écologie industrielle, de la conception des villes et de l'architecture redessinent notre environnement – des maisons individuelles aux usines complexes en passant par les villes – pour imiter, plutôt que pour bouleverser, nos systèmes d'eau naturels. Le remplacement des pelouses par des plantes natives qui demandent moins d'eau ; le choix, à la place de surfaces solides, de surfaces perméables qui permettent à une plus grande quantité d'eaux de pluie de pénétrer dans le sol ; la suppression des ententes industrielles qui permettent aux usines de se débarrasser

des déchets dangereux dans les égouts municipaux ; et bien d'autres changements qui nous aideront à protéger les réserves d'eau. Sans parler (une fois encore) des toilettes de compost.

En plus des solutions commerciales et technologiques – qui n'attendent que notre bon vouloir pour être implémentées –, il est nécessaire de modifier notre approche et d'accorder la priorité à une utilisation viable de l'eau et à son accès pour tous. De même que l'oxygène que nous respirons, l'eau est absolument essentielle à notre survie et nous n'avons dans nos cartons aucune solution de remplacement.

Les roches

La plupart des ingrédients indispensables à la fabrication de nos biens de consommation se trouvent sous terre. Les métaux, les pierres précieuses et les minerais – ainsi que le pétrole et le charbon, leurs cousins organiques – sont essentiellement non renouvelables, à la différence des arbres (pour autant que le taux de plantation demeure plus élevé que le taux d'utilisation) ou de l'eau (ressource qui risque d'être épuisée, mais à même d'être reconstituée au fil du temps, dans un écosystème sain). Ils sont aussi plus difficiles à atteindre. C'est à ce stade que l'extraction entre en jeu.

Il est peu probable que vous surpreniez quiconque faisant preuve de sentimentalisme à l'égard des pierres. Elles n'offrent ni l'aspect grandiose des arbres, ni les vertus réparatrices et purificatrices de l'eau. Vous n'entendrez pas les organisations à but non lucratif lancer un appel pour empêcher que l'argent ou l'uranium ne soit



extrait de leur habitat d'origine. Cependant, vous rencontrerez probablement des personnes attachées à leur alliance, leur téléphone portable ou leurs voitures, biens dans lesquels les roches sont présentes à un degré ou un autre. Si vous vous en prenez à ces biens, il y a fort à parier qu'à votre tour, vous vous retrouviez sous terre.

En quoi l'extraction de ces ressources inanimées et peu charismatiques, au nom de nos biens les plus chers, constitue-t-elle un problème ? Bon, pour commencer, il y a la question de leur disponibilité pour les générations futures. Ce que nous utilisons aujourd'hui ne repoussera pas. Le fait que notre modèle économique est essentiellement fondé sur l'utilisation de ressources non renouvelables, comme les minerais, constitue l'une des principales inadéquations du produit intérieur brut considéré comme mesure viable du progrès.

Puis, il y a aussi la façon dont nous nous procurons ces substances, à savoir l'exploitation minière. Celle-ci, peu importe comment vous l'envisagez, représente une sérieuse entrave pour les individus et pour la planète. Qu'il s'agisse d'exploitation à ciel ouvert ou souterraine importe peu : dans les deux cas, les processus en jeu sont de gros consommateurs d'eau et d'énergie, générateurs de déchets, souvent toxiques, et de poussière. Les habitants sont expulsés, les droits des ouvriers bafoués et les produits dérivés mettent en danger la santé de chacun, le tout au nom de l'exploitation minière. Le traumatisme ne s'arrête pas à la fermeture ou l'épuisement d'une mine, mais perdure bien des années au-delà.

Sous terre, l'exploitation minière nécessite de creuser des tunnels profonds. Même si l'image de la lampe frontale et du canari dans sa cage (aux premiers temps de l'industrie minière, les mineurs descendaient avec eux des canaris pour détecter les gaz nocifs) est probablement celle que la plupart des personnes ont en tête quand ils pensent à l'exploitation minière, la majeure partie de celle-ci se déroule aujourd'hui dans d'immenses mines à ciel ouvert. Aux États-Unis, ce type d'extraction fournit l'essentiel des minerais extraits, ainsi que les deux-tiers des métaux.⁷⁰ Les diamants, le fer, le cuivre, l'or et le charbon sont, généralement, tous extraits de mines ouvertes, qui peuvent être gigantesques. La mine de cuivre de Canyon Bingham dans l'État de l'Utah, par exemple, occupe une superficie de 7,7 km² et celle de Chuquicamata, au nord du Chili, 12 km².⁷¹ Il y a aussi ces sommets que l'on ouvre pour accéder aux gisements de charbon enfouis profondément à l'intérieur des montagnes (voir, plus loin, l'encart sur le charbon). Plus particulièrement dans les pays en voie de développement, nous rencontrons aussi une exploitation « artisanale » à petite échelle, dans laquelle les ouvriers extraient les dépôts accessibles en surface, à l'aide de leurs seules mains et d'outils rudimentaires.

LA PLANÈTE BAZAR

« Si toute la planète devait consommer ce que consomme un Américain, ce n'est pas d'une planète dont nous aurions besoin mais de 3 à 5 planètes. »

Ce constat a amené Annie Leonard à réaliser une vidéo qui fait sensation sur le net, storyofstuff.com, déjà visionnée par plus de 10 millions de personnes dans le monde !

Dans ce livre, l'auteur décrit en termes simples comment tout notre bazar, nos T-shirts, nos ordinateurs, nos canettes de bière, etc. sont produits, transportés, consommés puis jetés... au détriment de notre environnement.

Après avoir visité de très nombreuses usines de fabrication et de traitement des déchets, Annie Leonard nous explique pourquoi il est plus économique de remplacer un poste de télévision que de le réparer, pourquoi le marketing des entreprises nous incite à nous débarrasser des objets usagés même en bon état, dans quelles conditions travaillent les ouvriers haïtiens ou les mineurs congolais... Tandis que nous courons après de nouvelles choses sans qu'elles nous apportent le bonheur.

« Annie Leonard (...) devrait convaincre ceux qui hésitent encore qu'il est possible d'agir autrement en dépassant les frontières de nos peurs et de nos blocages pour trouver des solutions nouvelles. »

Nicolas Hulot



9 782100 547876

6907711

ISBN 978-2-10-054787-6

Imprimé en France sur du papier recyclé



Prix France 24,50 € TTC



© CHRISTY MC DONALD

ANNIE LEONARD

Militante écologiste et consultante spécialisée dans la question des déchets, elle a collaboré avec de nombreuses associations dont Greenpeace. En 2008, *Time magazine* l'a sélectionnée parmi les acteurs majeurs de l'environnement.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par
XAVIER GUESNU

